



Banque Royale du Canada

RBC en bref

Février 2009

Mise en garde concernant les informations financières prospectives



À l'occasion, nous faisons, verbalement ou par écrit, des déclarations prospectives au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis* et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire de telles déclarations prospectives dans cette présentation, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme, nos objectifs et priorités stratégiques ainsi que les perspectives économiques et commerciales pour nous, pour chacun de nos secteurs d'exploitation et pour les économies canadienne, américaine et internationales. L'information prospective contenue dans cette présentation est donnée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes qui prennent fin à ces dates, ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « entrevoir », « avoir l'intention », « estimer », « objectif », « envisager » et « projeter » ainsi que les expressions semblables utilisant des verbes au futur et au conditionnel tels que « vont », « peuvent », « pourraient » ou « devraient » visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous poussent à avancer des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui entraînent la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes ou conclusions ne se concrétisent pas, que nos hypothèses ne se confirment pas et que nos objectifs et priorités stratégiques ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations puisque nos résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs, dont plusieurs échappent à notre volonté, incluent : les risques de crédit, du marché, opérationnels, de liquidité et de financement, et d'autres risques expliqués à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités de notre rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2009 de même que de notre rapport annuel aux actionnaires de 2008 ; les impacts de la conjoncture, y compris l'impact de la volatilité continue des marchés financiers et du manque de liquidité des marchés du crédit, de même que notre capacité de gérer efficacement nos liquidités et nos ratios de capital ainsi que de mettre en œuvre des mesures efficaces de gestion du risque ; la conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où nous exerçons nos activités ; les changements apportés aux normes, aux politiques et aux estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux provisions, aux dotations aux provisions et aux évaluations ; l'impact des variations dans le cours du dollar canadien par rapport aux autres devises, en particulier le dollar américain, la livre sterling et l'euro ; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres ; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités ; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales ; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice ; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties ; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès ; les modifications apportées à nos cotes de crédit ; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avisons les lecteurs que la liste des facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient avoir un effet négatif sur nos résultats. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. À moins que la loi ne l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités de notre rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2009 et de notre rapport annuel de 2008.

Les renseignements contenus dans les sites Web mentionnés, ou accessibles par leur intermédiaire, ne font pas partie de cette présentation. Les références aux sites Web contenues dans cette présentation sont des références textuelles inactives fournies à titre indicatif seulement.

2



Le Canada repose sur des assises solides

- Régime réglementaire et système financier bien structurés et bien gérés
 - 1^{er} rang quant à la solidité des banques (*Forum économique mondial, octobre 2008*)
- Gouvernement en bonne posture pour offrir des stimulants fiscaux, au besoin
 - 1^{er} rang du G7 quant à la vigueur de l'économie durant la dernière décennie¹
 - Endettement étranger net le plus bas depuis 1945
 - Programmes appropriés en place pour faciliter l'accès au financement et aux liquidités
- Situation financière des consommateurs au Canada meilleure qu'aux États-Unis
 - Niveau d'endettement à la consommation plus bas. Endettement des ménages en tant que pourcentage du revenu disponible : 139 % au Canada, 187 % aux États-Unis²
 - Les Canadiens ont beaucoup investi dans leur maison. Avoir net des propriétaires en tant que pourcentage du total des biens immobiliers : 69 % au Canada, 45 % aux États-Unis³
- Marché canadien des prêts hypothécaires fondamentalement différent de celui des États-Unis
 - Qualité des prêts hypothécaires plus élevée et ratios d'emprunt plus bas
 - Prêts hypothécaires ayant un ratio d'emprunt supérieur à 80 % doivent être pleinement assurés
 - Faible taux de défaillance sur prêts hypothécaires : 0,33 % au Canada, 2,20 % aux États-Unis⁴

1. Source : Fonds monétaire international.
2. En septembre 2008. Source : Recherche économique RBC.
3. En septembre 2008. Source : Statistique Canada, U.S. Federal Research Division.
4. Source : Association des banquiers canadiens en décembre 2008, Mortgage Bankers Association of America en septembre 2008.

3



RBC est un chef de file canadien qui occupe une position de force dans le monde entier

- Plus grande banque au Canada, 4^e en Amérique du Nord et 10^e dans le monde¹
 - Progression par rapport à septembre 2007 : 6^e en Amérique du Nord et 26^e dans le monde
- Profil financier robuste
 - Au cours de l'exercice 2008, a dégagé un bénéfice de 4,6 milliards \$ CA (4,4 milliards \$ US)
 - A dégagé 1,1 milliard \$ CA au cours du premier trimestre de 2009, et un rendement des capitaux propres de 13,8 %
 - Bilan très sain, liquidités et capitaux solides
- Chef de file incontesté au Canada, avec part de marché en constant essor
 - 1^{er} ou 2^e dans toutes les principales catégories au Canada, et part de marché croissante
 - Envergure et santé financière sources d'avantage concurrentiel à l'échelle mondiale
- Éventail d'activités bien diversifié et équilibré
 - La principale force de RBC est au Canada (environ 70 % des revenus)
 - Secteur de détail ~ 80 % des revenus, secteur de gros ~ 20 % des revenus
- Réinvestissement pour soutenir la croissance à long terme

1. Source : Bloomberg. Selon la capitalisation boursière au 26 février 2009.

4

Le profil financier de RBC est toujours fort



- Solides capitaux
 - Coefficient de capital de première catégorie : 10,6 % (au 31 janvier 2009, conformément à l'Accord de Bâle II)
 - Coefficient de capital global : 12,5 %
 - Coefficient actif/capital : 17,5x
- Emprunts de premier rang affichent les meilleures cotes de solvabilité de toutes les institutions financières à l'échelle mondiale¹
 - Moody's : Aaa Fitch : AA
 - Standard & Poor's : AA- DBRS : AA
- Gestion proactive des risques
 - Diversification des titres et des secteurs
 - Processus stricts de révision du crédit, d'approbation, de limite et de surveillance
- Bilan très sain
 - Prêts canadiens, forte base de dépôts des particuliers, capital de roulement liquide
- Excellentes liquidités et sources de financement diversifiées
 - Programmes de capitalisation mondiaux diversifiés et bien établis
 - Besoins de financement à terme peu élevés d'ici la fin de 2009
 - Bilan très sain et liquidités qui apportent beaucoup de souplesse

1. Perspectives liées à nos cotes de crédit : stables pour S&P, Fitch et DBRS, négatives pour Moody's. 5

Affaires diversifiées principalement concentrées au Canada



Par région	Revenus (exercice 2008)		Bénéfice net (exercice 2008)	
	millions \$	%	millions \$	%
Canada	15 149 \$	70 %	3 987 \$	88 %
É.-U.	3 653 \$	17 %	152 \$	3 %
Ailleurs dans le monde	2 780 \$	13 %	416 \$	9 %

Par division ¹			
Services bancaires canadiens	9 586 \$	43 %	2 662 \$
Gestion de patrimoine	3 987 \$	18 %	665 \$
Assurances	2 610 \$	12 %	389 \$
Services bancaires Internationaux	2 101 \$	9 %	(153) \$
Marchés des capitaux	3 935 \$	18 %	1 170 \$

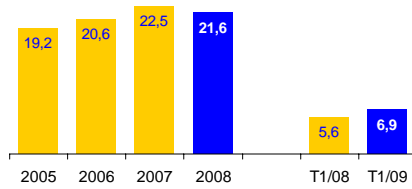
- Éventail d'activités bien diversifié et équilibré
- Secteur de détail ~ 80 % des revenus, secteur de gros ~ 20 % des revenus

1. Exclut le soutien général. 6

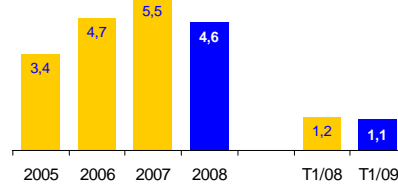
Un profil financier solide¹



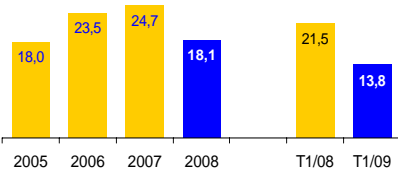
Total des revenus (milliards de dollars)



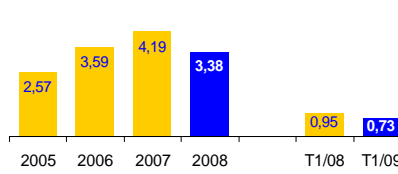
Bénéfice net (milliards de dollars)



Rendement des capitaux propres (%)



Bénéfice par action après dilution (\$)



1. Voir notre rapport annuel de 2008 et notre rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2009 pour obtenir des précisions sur les éléments qui ont une incidence sur nos résultats.

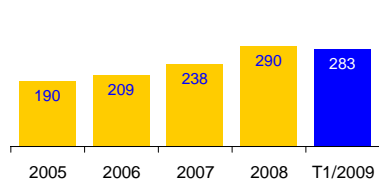
7

Un bilan robuste

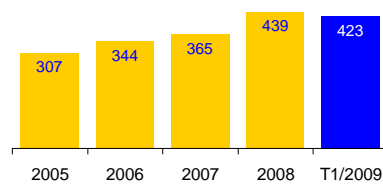


Milliards de dollars

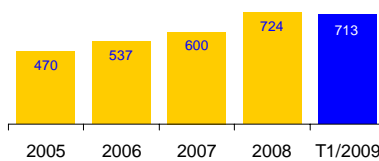
Total des prêts¹



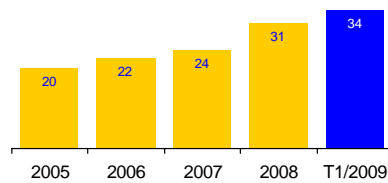
Total des dépôts²



Total de l'actif



Avoir des actionnaires



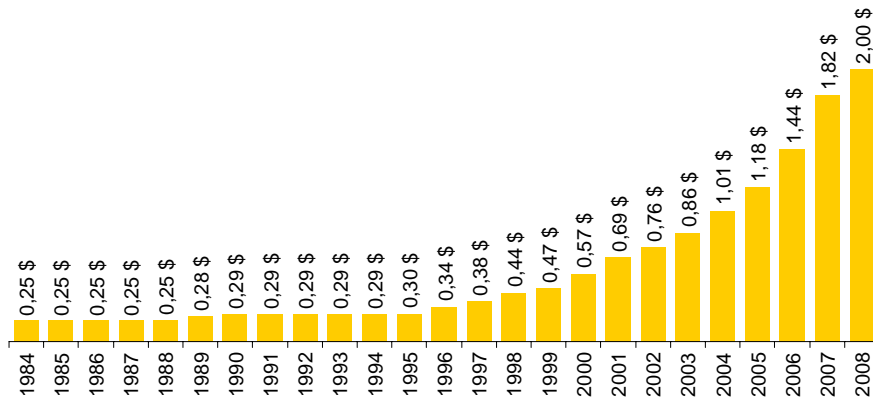
1. Moins la provision pour pertes sur prêts.
2. Comprend les dépôts des particuliers, des entreprises, des gouvernements et des grossistes.

8

Une longue pratique de dividendes en constante augmentation



\$ par action



- Valeur globale des dividendes de 1,00 \$ pour les deux premiers trimestres de 2009
→ Maintien à 0,50 \$ par trimestre, comme c'était le cas en 2008

9

Contacts



Relations avec les investisseurs

Marcia Moffat, chef, Relations avec les investisseurs	416 955-7803	marcia.moffat@rbc.com
Bill Anderson, directeur, Relations avec les investisseurs	416 955-7804	william.anderson@rbc.com
Josie Merenda, directrice, Relations avec les investisseurs	416 955-7809	josie.merenda@rbc.com

www.rbc.com/investisseurs

10